



Demande de remise

Nous vous prions de répondre à toutes les questions ci-dessous conformément à la vérité. Merci.

Requérant-e

Nom	
Prénom	
Date de naissance	
N° GCP	

Objet de la demande

Impôts cantonal, communal et paroissial Impôt fédéral direct

Année	
Commune de taxation	
Numéro de la commune	



Prière de déposer votre demande auprès de votre commune de taxation.

Autre, veuillez indiquer la base de notre créance

Bordereau du	
Bordereau du	

Probabilité d'admission de votre demande de remise



Si vous devez répondre par l'affirmative à l'une des questions ci-dessous, vous ne pourrez en principe pas bénéficier d'une remise.

Seules les **créances exécutoires** peuvent faire l'objet d'une demande de remise. Cochez la case qui convient.

- Avez-vous été taxé-e par appréciation l'année pour laquelle vous demandez une remise parce que vous avez **contrevenu à vos obligations de collaborer** (exemple: défaut de production de la déclaration d'impôt ou de justificatifs demandés)? oui non
- Au moment de la facturation (bordereaux de tranches inclus), disposiez-vous de **ressources financières** suffisantes de sorte que vous auriez pu payer les sommes dues ou constituer des réserves? oui non
- Avez-vous **d'autres créanciers** qui n'abandonnent pas leur(s) créance(s) contre vous? oui non
- Avez-vous **remboursé d'autres créanciers** depuis la facturation (bordereaux de tranches inclus)? oui non
- Avez-vous de la **fortune** (comptes d'épargne, titres, assurances-vie, immeubles, successions indivises, etc.) supérieure à la dette dont vous demandez la remise? oui non
- Si vous restreigniez votre train de vie au **minimum vital selon le droit de la poursuite**, pourriez-vous verser des mensualités qui vous permettent de régler la dette dont vous demandez la remise dans un futur proche (le revenu est calculé en tenant également compte des revenus non imposables comme les prestations complémentaires et les prestations de l'aide sociale)? oui non
- Avez-vous déjà reçu un commandement de payer pour la dette dont vous demandez la remise? oui non

Frais

La procédure de remise est en général gratuite. Les frais peuvent toutefois être mis à votre charge si votre demande s'avère manifestement infondée.

C'est notamment le cas lorsque vous avez répondu par l'affirmative à l'une au moins des questions ci-dessus.

Autres informations sur le requérant ou la requérante

Rue/n°	
NPA/domicile	
Tél. personnel	
Tél. professionnel/portable	
E-mail	

Activité lucrative

	Vous	Votre conjoint-e
Profession		
Employeur		
Lieu de travail		
Taux d'activité en %		

Situation familiale

Etat civil célibataire marié-e divorcé-e séparé-e veuf/veuve depuis le

Enfants vivant sous votre toit

Nombre Année(s) de naissance

Autres personnes vivant sous votre toit

Nombre

Représentant-e

Nom/raison sociale		Joindre la procuration
Adresse		
NPA/domicile		
Tél. professionnel/portable		
E-mail		

Motivation

Veillez énumérer les motifs de votre demande de remise et indiquer en tout cas votre budget mensuel actuel en complétant la page suivante.

Les demandes de remise non motivées sont irrecevables.

Annexes

Vous devez joindre en tout cas les documents/copies demandés dans le budget mensuel actuel. Toute demande incomplète ou entachée d'erreurs vous sera renvoyée afin que vous la complétiez.

Joindre les copies des justificatifs

Budget mensuel actuel

Revenus

d'une activité lucrative indépendante

Vous	<input type="text"/>	CHF	Bénéfice net
Votre conjoint-e	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie du dernier compte de clôture

d'une activité lucrative dépendante

Vous	<input type="text"/>	CHF	Salaire net
Votre conjoint-e	<input type="text"/>	CHF	Joindre copies des décomptes salaire

13° salaire

Vous non oui, chaque mois oui, versement en

Votre conjoint-e non oui, chaque mois oui, versement en

d'une activité accessoire

Vous	<input type="text"/>	CHF	Joindre copies des décomptes salaire
Votre conjoint-e	<input type="text"/>	CHF	
> Assurance chômage	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie du décompte de l'assurance-chômage
> Indemnité journalière maladie	<input type="text"/>	CHF	
> Pension alimentaire des enfants	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie de la convention de séparation / divorce
> Pension alimentaire	<input type="text"/>	CHF	
> Pension, rente	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie de la dernière décision de rentes
> Rente AVS, AI	<input type="text"/>	CHF	
> Prestation complémentaire	<input type="text"/>	CHF	
> Allocation pour impotent, allocation selon décret	<input type="text"/>	CHF	
> Prestation de l'aide sociale	<input type="text"/>	CHF	
> Autres revenus	<input type="text"/>	CHF	ex.: rendement de titres
Total des revenus mensuels	<input type="text"/>	CHF	

Dépenses

> Loyer /intérêts hypothécaires	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie du bail à loyer ou du décompte des intérêts
> Charges locatives	<input type="text"/>	CHF	
> Caisse maladie (après déduction de la réduction des primes)	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie de la police
> Assurances	<input type="text"/>	CHF	
> Repas devant être pris à l'extérieur	<input type="text"/>	CHF	
> Frais de déplacement	<input type="text"/>	CHF	
> Pension alimentaire des enfants	<input type="text"/>	CHF	Joindre copie de la convention de séparation / divorce
> Pension alimentaire	<input type="text"/>	CHF	
> Remboursements emprunt / dettes	<input type="text"/>	CHF	Joindre copies des contrats
> Leasing	<input type="text"/>	CHF	
>	<input type="text"/>	CHF	
> Personne seule	1 200 CHF	CHF	Montant de base des frais d'entretien courant (d'après les normes du droit de la poursuite)
> Parent isolé	1 350 CHF	CHF	
> Epoux/partenaires enregistrés	1 700 CHF	CHF	
> Concubins, chacun	850 CHF	CHF	
> Par enfant jusqu'à 10 ans	400 CHF	CHF	
> Par enfant de plus de 10 ans	600 CHF	CHF	
Total des dépenses mensuelles	<input type="text"/>	CHF	

Montant disponible /découvert mensuel **CHF**

Emprunts/dettes

Noms des créanciers

		CHF	Joindre copies des contrats
		CHF	
		CHF	
		CHF	
		CHF	

Exactitude

J'atteste que mes indications sont complètes et exactes et je prends acte du fait que je peux être poursuivi-e pénalement si je fais de fausses déclarations.

Lieu/date

Signature

Bases légales

- Article 240 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts du canton de Berne (LI; modifications incluses)
 - Article 21 de la loi du 16 mars 1994 sur les impôts paroissiaux (LIP; modifications incluses)
 - Article 167 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD; modifications incluses)
 - Articles 35 à 53 de l'ordonnance du 18 octobre 2000 sur la perception des redevances et autres créances transmises
- à l'encaissement, sur les facilités de paiement, sur la remise, sur les éliminations de créances irrécouvrables ainsi que sur les intérêts que portent les créances à recouvrer (ordonnance sur la perception, OPER; modifications incluses)
- Ordonnance du Département fédéral des finances (DFF) du 19 décembre 1994 concernant le traitement des demandes de remise de l'impôt fédéral direct (modifications incluses)

Cette partie est réservée à l'administration, prière de ne rien inscrire.

Décision de la commune

- Remise totale
- Réduction de _____ CHF
- Remise du solde
- Se rallie à la décision du canton
- Rejet de la demande conformément à l'article _____ LI

Sauf indication contraire, la décision de la commune s'applique aussi à la taxe d'exemption du service actif dans le corps des sapeurs-pompiers.

Procuration (si case cochée)

- La commune délègue ses compétences à l'Intendance des impôts du canton de Berne pour la représenter devant l'instance judiciaire saisie de la décision sur remise, si sa décision est identique à celle du canton.

Remarques

Lieu/date

Tampon/
signature

Remarques de l'autorité de remise

Lieu/date

Tampon/
signature

Demande transmise le